

TEMPS DE CRISE ET MESURES RADICALES

Dr François Thioly, psychiatre

31 juillet 2022

La période inédite que nous vivons et le prisme à travers lequel les médias nous donnent à la percevoir nous portent à craindre que l'humanité tout entière ne se trouve embarquée sur le Titanic: que nous soyons occupés au dur labeur dans la salle des machines, reclus dans des cabines exiguës, ou encore virevoltant dans les salons où coule le champagne, mais aussi postés sur le pont, vigies inquiètes scrutant l'obscurité pour y discerner l'iceberg fatal contre lequel nous précipite la course du navire, nous sommes apparemment tous aussi impuissants à éviter le drame qu'on nous annonce.

On peut donc comprendre ceux qui nous assurent que seule l'imposition de *mesures radicales* est susceptible de nous préserver de sombrer corps et biens.

Car oui, entre pandémies présentes et annoncées, chaos climatique et réchauffement global, guerres actuelles et à venir, mais aussi pollutions tous azimuts, extinctions d'espèces ou encore surpopulation de notre planète, nous ne manquons pas de sujets d'effroi.

Nous chercherons à mettre en lumière ce qui nous semble se tramer de façon similaire derrière la scène où se jouent trois crises majeures en train de bouleverser «l'ordre du monde» de manière inédite et sans doute irréversible : la crise sanitaire révélée par la Covid, le changement climatique et la guerre en Ukraine.

Puisque c'est le caractère dramatique de ces crises qui justifie et rendrait nécessaire l'imposition de mesures radicales, souvent liberticides, nous questionnerons la pertinence des discours alarmistes qui prétendent les légitimer.

Nous nous attarderons plus particulièrement sur la première de ces trois crises, la crise sanitaire. Nous dénoncerons l'idéologie qui sous-tend les mesures prises à cette occasion, car elle détermine très largement des choix qui vont bien au-delà de la mise en œuvre de solutions qu'on nous présente comme salvatrices.

La logique que nous allons décrire pour la Covid est transposable à un autre train de mesures radicales destiné à lutter contre le réchauffement climatique, ce dernier se proposant néanmoins davantage le salut de la planète que celui de l'humanité, comme nous le verrons plus loin.

Enfin, dans une perspective plus centrée sur l'engagement d'une Europe asservie à la politique étrangère des Etats-Unis, nous montrerons que les mesures prises dans l'espoir de mettre fin à une guerre, même si elles ne prennent pas directement notre salut pour justification directe, obéissent étrangement à une logique similaire à celle qui sous-tend les mesures anti-Covid ou celles de lutte contre le réchauffement global ; elles conduisent aux mêmes interrogations sur les motivations réelles de leurs promoteurs, et aux mêmes inquiétudes quant à leurs conséquences à moyen et long terme pour nos pays européens, sinon l'humanité tout entière.

Se posera alors cette question troublante : comme il apparaît chaque jour plus clairement à quel point ces mesures entraînent des effets diamétralement opposés à leurs objectifs déclarés, pourquoi, au nom de quoi tous les dirigeants des pays occidentaux font-ils de tels choix et persistent-ils dans leur funeste mise en œuvre ?

1. LA COVID-19

1.1 Idéologie scientiste

Les mesures prises au nom du salut de l'humanité exigent un premier éclaircissement : de quelle humanité parle-t-on ici ? En effet, quelle conception de l'humanité les promoteurs de ces mesures de salut ont-ils donc, explicitement ou non ? Si, parmi tant d'autres, on écoute Yuval Harari, Laurent Alexandre ou encore Elon Musk, ces apôtres du transhumanisme qui appellent de leurs vœux une humanité 2.0, on réalise que leur vision repose sur une conception de l'humanité et plus largement de la vie relevant de ce que nous appelons «la métaphore machinique» : le vivant n'est qu'une machine complexe, rien de plus, les humains donc aussi ; ils sont donc manipulables, transformables, désormais «hackables», c'es-à-dire «piratables», comme l'affirme Harari¹, et donc interchangeables, techniquement améliorables, comme n'importe quel sous-produit d'une technologie que ses adorateurs rêvent toute-puissante. Mais même ceux qui ne se reconnaissent pas dans ces prises de position extrêmes adhèrent explicitement ou non à cette métaphore machinique, forme contemporaine d'un matérialisme qui a gagné à peu près toutes les couches de nos sociétés occidentales. Il convient en effet de bien réaliser qu'il s'agit là d'une idéologie qui s'impose désormais très majoritairement à nos sociétés dites avancées, et qu'elle constitue en quelque sorte la religion des temps modernes. Cette religion a pour nom «scientisme», lointaine héritière du mythe prométhéen, porteuse d'une vision à la fois mégalomane et réductrice. C'est au nom de ce réductionnisme que la vie biologique a été élevée au rang de «valeur» dans une sorte de délire hygiéniste. En son nom, le pouvoir n'a pas hésité à sacrifier la vie spirituelle, psychique, économique, sociale de centaines de millions d'êtres humains... Une telle idéologie, et le regard que portent ses adeptes sur la vie et l'humanité nous semblent proprement mortifères.

1.2. Scientisme mortifère

Mortifère ? Une telle affirmation peut paraître outrancière, mais c'est le premier point sur lequel nous souhaitons insister ici. Car outre la réduction de l'humanité à sa seule dimension biologique, ses effets l'attestent très clairement. La crise de la Covid-19 faisant l'actualité depuis deux ans et demi déjà, cette temporalité nous autorise ici un certain recul critique :

- **le refus de soins.** Il est sans doute responsable de centaines de milliers de morts par le truchement de la disqualification des méthodes éprouvées d'une médecine empirique qui, en situation d'urgence, cherche à soigner en recourant aux moyens disponibles. Le scientisme substitue à l'empirisme l'étalon-or qu'est devenu l'EBM (Evidence Based Medicine). Approche qui ambitionne de tirer la médecine du côté de La Science, bien loin de la définition qu'en donnait Canguilhem («*la médecine est un art au carrefour de plusieurs sciences*»), et ceci au prix de coûteuses études randomisées, promues par l'industrie pharmaceutique et très inadaptées aux nécessités qu'impose une situation d'urgence, celle où il s'agit d'abord et avant tout de soigner des malades, ici et maintenant. Si cette démarche a certes ses vertus, elle souffre d'être devenue l'objet d'une vénération quasi religieuse, sous-tendue par la foi en une Science unique, dont les zéloteurs seraient détenteurs de la seule Vérité, une Vérité qui ne tolère ni doute, ni examen critique, alors que la spécificité de la démarche scientifique est précisément la confrontation de ses acquis au questionnement, à la réfutabilité.

L'adhésion à cette idéologie de l'immense majorité des médecins, des chefs de services hospitaliers dans tout le monde occidental, et en France plus particulièrement des décisionnaires des ARS, de la HAS, de la DGS et bien sûr des membres du Conseil Scientifique (mettons de côté ici le problème des conflits d'intérêt de tous ses membres) a conduit à la quasi-interdiction de soins faite aux généralistes : eux qui étaient en première ligne, prêts à prendre en charge les patients COVID, disposaient de molécules éprouvées, adaptées à la symptomatologie présentée par leurs patients. Mais ces molécules n'avaient pas reçu le label EBM dans cette indication et elles furent systématiquement disqualifiées. Les praticiens qui, devant les résultats très encourageants obtenus par certaines de ces molécules bien connues, persistaient à traiter leurs patients furent mis au ban de la profession, sinon même inquiétés par l'Ordre. Et il en alla de même dans à peu près tous les pays occidentaux. La Direction Générale de la Santé prescrivit que les malades de Covid restent chez eux, prennent du doliprane et n'appellent les urgences qu'en cas d'aggravation, c'est-à-dire, pour beaucoup, lorsque c'était trop tard ; en résultat de manière bien prévisible l'engorgement des services d'urgence par des malades dont l'état eut tout le temps de s'aggraver pendant ces quelques jours critiques où ils demeuraient sans traitement. Ces funestes directives furent rapidement affublées d'un acronyme qui en dit long : D.D.D.D pour « Domicile, Doliprane, Dodo, Décès... Mais on entendit certaines voix très médiatisées brandir l'éthique médicale et traiter les médecins restés fidèles au serment d'Hippocrate

de charlatans, leur opposant au nom de La Science ces études randomisées au long cours dont les résultats ne se précisent qu'au bout de nombreux mois, où l'on inclut des cohortes de milliers de malades sans hésiter à sacrifier potentiellement la moitié d'entre eux, car laissés sans traitement (le groupe placebo) afin de disposer de critères de comparaison «scientifique» et distinguer si telle ou telle nouvelle molécule hors de prix proposée par l'industrie est plus active que le placebo. Mais à aucun moment nos médias n'ont dénoncé ce scandale, bien au contraire : personne ne semble choqué que l'on sacrifie des milliers de patients sur l'autel de La Science ! On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, dit-on... Mais se demande-t-on au profit de qui, cette omelette ?

- **la religion vaccinale²** : elle a largement conditionné le refus de soins. Mais ses redoutables conséquences risquent d'être beaucoup plus durables : grâce au lobbying (un euphémisme pour dire «corruption») extrêmement puissant de l'industrie, après qu'il a été décidé de manière autoritaire qu'il n'existait aucun traitement contre le SARS-Cov2 en dépit de l'expérience de milliers de médecins prouvant le contraire, les autorités affirmèrent que le salut ne saurait venir que d'une vaccination généralisée et quasi obligatoire. On lança donc à la hâte sur le marché des injections à la technologie expérimentale, aux études préliminaires bâclées et, comme on le sait aujourd'hui, souvent frauduleuses. Les appels à la prudence devant une technologie jamais expérimentée sur l'humain furent de peu de poids face à l'invocation de l'urgence sanitaire, mais davantage encore du fait de l'adhésion de nos décideurs à la foi scientifique ; puisque nous sommes des machines, il est ridicule de s'opposer à ce qu'on « hack » (pirate) nos cellules comme on le ferait d'un ordinateur... Et tous les adorateurs du progrès, de la prouesse technologique réalisée en si peu de temps grâce à des investissements colossaux - qui allaient très vite se montrer extrêmement profitables pour les laboratoires - d'assurer sans aucunes preuves qu'il n'y avait rien à craindre des effets potentiels d'un ARNm synthétique destiné à programmer nos cellules pour leur faire produire une protéine virale. Et pourtant, nos cellules ainsi piratées allaient-elles vraiment toujours produire la protéine virale exactement dans les bonnes proportions, sans risquer ni emballement immunitaire (et donc déclenchement de maladies auto-immunes), ni dommages suscités directement par cette protéine virale si par malheur elle se mettait à diffuser dans tout l'organisme ? Et quid du risque que cet ARNm soit intégré à notre l'ADN par l'entremise d'une rétrotranscriptase³ ? Ces réserves furent moquées, taxées de «complotistes», et tout fut mis en œuvre pour ridiculiser ceux qui osaient les émettre.

Malheureusement, bien des indices nous portent aujourd'hui à penser que ces inquiétudes étaient largement justifiées^{4,5}, les innombrables «vaccinés» victimes d'effets «graves» (selon la pharmacovigilance française, 25% des effets signalés suite aux injections de Pfizer sont considérés tels) sont là pour l'attester, sans pour autant que la solution vaccinale ne soit remise en question, tant elle relève désormais d'une adhésion

quasi-religieuse. Relevons cependant qu'entre-temps, on s'est aperçu que cette protéine S est précisément la partie la plus toxique du virus dont ces injections sont pourtant supposées nous protéger.

Pire encore : on ne sait évidemment rien, et pour cause, des effets à moyen et long terme que certains indices font pourtant redouter. Citons, entre autres menaces, les troubles menstruels⁶ qui, bien que minimisés par nos autorités, traduisent un effet de ces injections sur l'appareil reproducteur, ayant potentiellement des conséquences sur la fertilité. Bill Gates^{7,8,9,10}, quasi propriétaire de l'OMS qui veut vacciner la planète entière, n'a-t-il pas affirmé que cette vaccination universelle non seulement est indispensable pour nous protéger des inévitables pandémies à venir, mais qu'elle va réduire la population mondiale de 10 à 15% ? Même s'il attribue cette réduction à une diminution de la natalité résultant de celle de la mortalité grâce à la vaccination, et ceci spécifiquement dans les pays où la natalité est explosive, rappelons que l'OMS fut à l'origine de multiples campagnes de vaccination dont un effet accessoire, aussi volontaire que dissimulé, rendait les femmes stériles⁵ ; on peut donc se demander si la raison qu'il invoque pour rendre compte de cette diminution de la démographie ne relève pas d'une tout autre logique...

L'adhésion de nos instances dirigeantes à la religion vaccinale a donc tout d'abord conduit au déni pur et simple que ces injections puissent avoir des effets secondaires. Elles étaient déclarées sûres par principe, car on ne disposait pour l'affirmer que des garanties de l'industrie. Puis, malgré une très large sous-déclaration de leurs effets indésirables, les médecins étant très réticents à les faire remonter à la pharmacovigilance (on estime à moins de 10% les complications officiellement comptabilisées) la réalité finit par contraindre nos autorités à admettre la possibilité d'effets, mais rarissimes et tout à fait bénins. Parmi eux, les troubles menstruels sont désormais déclarés «événements à surveiller» (entre 20 autres complications relevant de cette catégorie). Mais tout continue à être fait pour masquer l'invraisemblable nombre de cas graves et de décès qui, si on avait appliqué ce qui a toujours été pratiqué jusque là pour les médicaments, aurait dû entraîner l'abandon immédiat des campagnes d'injections.

1.3. La persévérance dans l'erreur

Mais au-delà du constat chaque jour plus patent de cette toxicité, n'est-il pas invraisemblable que nos autorités persistent à les promouvoir alors qu'aucune des promesses qui devaient en faire LA solution définitive et qui ont servi de justification à l'imposition de mesures liberticides n'a été tenue ? Elles n'empêchent ni la transmission, ni la maladie, et n'ont d'efficacité que très relative et de courte durée. Ce qui a conduit le président du Conseil Scientifique français, le Pr Delfraissy, à reconnaître qu'il s'agissait finalement davantage de traitements que de vaccins... Alors qu'on dispose de traitements

efficaces ne faisant absolument pas courir le risque des effets délétères de ces injections ! Mais qui présentent l'inconvénient majeur de les rendre inutiles... De plus, on sait aujourd'hui que dans les deux ou trois semaines après l'injection le risque de tomber malade est accru ! Mais qu'importe, on continue à adhérer à cette «solution» prétendument unique et on est même prêt à en étendre la préconisation, sinon l'obligation, aux enfants pour qui il a pourtant été clairement démontré que le rapport bénéfice-risque est extrêmement défavorable.

1.4. Le monde de demain

Cette crise, largement pilotée par l'OMS, a été l'occasion de relancer l'idée d'un Nouvel Ordre Mondial : cette expression aux sinistres relents, et toujours assortie du rappel que «*ce ne sera plus jamais le monde d'avant*», a été abondamment utilisée par les dirigeants de nombreux Etats, en particulier en Australie et en Nouvelle Zélande, deux pays qui se sont accrochés de manière rigide à une politique de «zéro covid», mais se trouvent aujourd'hui en proie à une explosion de la mortalité bien qu'ayant très largement vacciné leur population (Australie, 84,6% de la population entièrement vaccinée, Nouvelle Zélande 81%, mortalité quasi nulle avant la campagne de vaccination) et que le variant qui y circule, l'omicron, est très peu létal partout ailleurs. Selon ses promoteurs, seul ce Nouvel Ordre Mondial pourra apporter des solutions à l'ensemble des problèmes qui obéneraient notre avenir. Ces solutions impliquent inévitablement à terme une sorte de gouvernance globale, celle que Jacques Attali¹² appelle de ses vœux depuis longtemps, et donc une dissolution des nations - rappelons à ce propos la fierté avec laquelle Justin Trudeau déclara que le Canada était le premier état post-national ! - car seule une gouvernance mondiale pourrait imposer des mesures de contrôle efficaces, à la hauteur des enjeux globaux. Et quoi de plus apparemment justifié que de commencer par mettre en place une instance supranationale qui contraindrait les Etats au nom de nécessités sanitaires?

Le projet de doter l'OMS de pouvoirs de contrôle supra-nationaux qui s'imposeraient au monde entier sans requérir l'accord des Etats réalisera donc un premier pas dans la direction d'une telle gouvernance mondiale, que ses promoteurs rêvent très largement pilotée par l'intelligence artificielle et les mesures de contrôle que permet la technologie numérique. Il semble cependant que ce projet ait récemment soulevé quelque résistance, mais à la faveur d'une nouvelle pandémie providentielle, on peut imaginer que les dernières réticences seront balayées. On assiste d'ailleurs tout récemment à une nouvelle tentative dans ce sens : le directeur de l'OMS ne vient-il pas de déclarer la variole du singe «urgence mondiale», son plus haut niveau d'alerte alors qu'on ne compte pour l'heure que moins de 20'000 cas déclarés dans le monde entier, et que cette affection touche à peu près exclusivement une population bien définie, essentiellement dans les pays ayant le plus vacciné ?

Dans l'esprit de certains, cette perspective se combine avec le pouvoir de fascination qu'exerce sur eux le modèle chinois du «crédit social». Ils s'en inspirent pour imaginer cette société de surveillance globale qui parviendrait ainsi à éradiquer les maux dont souffrent nos nations arriérées. Ils voient d'ailleurs dans la pandémie une opportunité pour mettre en place des mesures allant dans ce sens¹³. Ceci sous-tendu par la conviction qu'une démocratie locale n'est plus à même de faire face à la taille d'enjeux qui intéressent la planète tout entière. Et comme à l'ère des réseaux sociaux, vecteurs si puissants de contagion émotionnelle, d'informations faisant fi de la nuance au profit d'affirmations simplistes, manichéennes, un nombre croissant de nos contemporains, angoissés par une réalité pour eux devenue incompréhensible, cherchent à se rassurer en se jetant dans les bras des promoteurs opportunistes d'explications elles aussi simplistes, caricaturales, clivantes, il est temps d'inventer un autre système : donner le pouvoir à une oligarchie qui **guidera** ceux que Harari appelle les *inutiles*, allant d'ailleurs jusqu'à poser froidement la question: «la planète a-t-elle vraiment besoin de tant de bouches inutiles ?». On peut comprendre qu'un tel programme séduise une certaine «élite», les dirigeants des entreprises du numérique, si volontiers «techno-solutionnistes» (dont Bill Gates est l'exemple archétypique) et dotés d'un pouvoir financier qui excède celui des Etats, une poignée d'individus très fortunés qui se retranchent dans des villages fortifiés et pensent avoir les moyens de s'offrir ce que leur promet le transhumanisme : une vie quasi-éternelle. Et tant pis si le reste du monde devient un terrain de jeu à la Mad Max...

1.5. La réalité truquée

Mais la situation réelle est-elle bien celle qui a été invoquée pour justifier les mesures radicales qui nous ont été imposées?

Rappelons que pour parvenir à dramatiser la «catastrophe» de la Covid, on est allé jusqu'à modifier la définition du mot « pandémie » pour en étendre l'acception à une épidémie qui certes gagne la planète entière mais n'a plus à présenter le critère de gravité que supposait précédemment ce terme. Et en effet, la létalité des infections à SARS-Cov2 est loin d'égaliser celle des graves épidémies qui ont marqué l'histoire. Ce virus n'est réellement dangereux que pour les personnes très âgées et celles souffrant de nombreuses comorbidités. Dans nos pays l'espérance de vie ne sera pas significativement impactée par les diverses «vagues» qui se sont succédées depuis deux ans et demi, et il se peut même que l'augmentation de la mortalité toutes causes des sujets jeunes depuis le début des campagnes de vaccination finisse par représenter un sujet d'inquiétude bien plus préoccupant !

1.6. Stratégie de la peur

La Covid aura donc été l'occasion de mettre en œuvre une série des *mesures radicales*, relevant de cette idéologie désormais très largement partagée, le scientisme, cette

nouvelle religion. Cette épidémie a été présentée comme une menace pour l'humanité tout entière, condition indispensable à l'imposition de telles mesures. L'immense majorité des peuples occidentaux les a subies très docilement. Il n'y eut en effet guère de révoltes contre le déploiement de tout l'arsenal de contraintes qui a jalonné les différents temps de l'épidémie, qu'il s'agisse de la vaccination quasi-obligatoire, avec la choquante discrimination, tranquillement assumée par nos dirigeants, entre bons vaccinés et non-vaccinés criminels (sic), de pass sanitaires sans autre justification que politique, ou de l'obligation du port de masques dont il a pourtant été démontré qu'ils étaient inefficaces sinon même dangereux en situation de vie réelle¹, de confinements éprouvants et responsables de contaminations intra-familiales précipitant l'engorgement des services de soins intensifs. Cet engorgement justifiait en retour les mesures contraignantes, le taux d'occupation des lits d'hôpitaux devenant le seul indice dont dépendait toute l'activité, la vie de nos pays. S'y ajoute l'explosion de troubles psychiques, notamment tentatives de suicide, agoraphobie, TOCs de lavage... mais aussi de violences intra-familiales. Autant de contraintes qui n'auraient jamais pu être imposées sans l'invocation d'une menace mortelle, d'une urgence planétaire. Et, bien sûr, une communication univoque, des médias relayant quotidiennement des chiffres propres à entretenir, à dramatiser l'éprouvé de cette menace. De surcroît une censure très efficace de tout discours critique, de tout argument pourtant scientifiquement fondé, au profit d'une doxa² entièrement au service du pouvoir politique a interdit une juste appréciation de l'arbitraire de ces mesures. Cette efficacité fut telle qu'elle donna à l'opinion l'illusion d'un consensus scientifique apportant aux mesures imposées un niveau de justification supplémentaire. Il existe pourtant des journalistes et des médias indépendants qui font un travail remarquable, ont le courage de mener des enquêtes sur des sujets que la presse «main-stream», les chaînes de télévision nationales évitent soigneusement d'aborder. Mais bien sûr, ils font l'objet d'une disqualification systématique, qualifiés de «complotistes», de propagateurs de «fake-news» même lorsqu'ils relaient des travaux publiés dans les plus grandes revues scientifiques ou donnent la parole à des experts mondialement reconnus. Leurs informations ne sont donc tout simplement pas portées à la connaissance du plus grand nombre, qui a ainsi l'illusion d'un consensus corroborant et validant le discours du pouvoir.

Cependant réjouissons-nous que censure et désinformation étatique commencent à faire l'objet des premiers procès contre les instances dirigeantes, aux Etats-Unis pour le moment avant d'autres actions en justice dans nos pays européens.

Il en résulta une sidération affolée d'une grande partie des populations occidentales, moyen très efficace pour faire accepter des mesures liberticides qui n'auraient jamais pu être imposées sans la vertu que cet état de panique permettait de leur prêter : celle d'être salvatrices ! L'attitude de l'immense majorité d'entre nous illustra à cette occasion ce que La Boétie identifie si justement comme «servitude volontaire», allant souvent jusqu'à en redemander tant le pouvoir était parvenu à présenter ces contraintes comme salvatrices. Il

se peut d'ailleurs que certains de nos dirigeants se soient laissés prendre au piège de cette dramatisation, diffusée par les chaînes d'information en continu qui monétisent l'émotion, mais aussi les réseaux sociaux et l'immédiateté, principe même des moyens modernes de communication¹⁴. Soumis en un parfait cercle vicieux au diktat d'une opinion qu'ils contribuaient à façonner, désireux de ne pas être accusés de ne rien faire, ils furent poussés à des réactions réflexes, émotionnelles parfois contradictoires, incohérentes, en tout ou rien, sans la prise de recul qui seule permet la réflexion, basée sur une appréciation raisonnée de la réalité. Mais le parti pouvant être tiré de la situation fut vite compris : le pouvoir s'appropriera les outils de communication, distillant quotidiennement un narratif terrorisant, énumérant plusieurs fois par jour le nombre des victimes du virus, décrivant l'état de saturation tragique des hôpitaux pour imposer des confinements à l'inverse de ce qui avait pourtant été révisé à l'occasion d'une simulation de pandémie faite peu avant sous l'égide de Bill Gates, l'«event 201»¹⁵. Classique méthode de manipulation : générer un état de terreur, puis se présenter en sauveur pour imposer des mesures liberticides.

Mais manipulation au profit de qui ? On ne peut faire l'économie de cette question dès lors qu'on suspecte une manipulation. Ce qui a été évoqué plus haut d'un projet de gouvernance mondiale au profit d'une «élite» qui voit dans la convergence entre manipulation génétique, biologie moléculaire et technologies numériques le moyen de réaliser le rêve d'une «amplification» transhumaniste fait peut-être entrevoir de premiers éléments de réponse à cette question cruciale.

Cependant la Covid n'est pas la seule menace susceptible de servir de justification à l'imposition de mesures radicales, contraignantes. On observe un logique très similaire à l'œuvre dans le narratif de deux autres crises actuelles : le changement climatique et la guerre en Ukraine.

2. LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La même stratégie d'affolement prévaut ici, lorsqu'on inonde l'espace médiatique d'informations aussi terrifiantes que culpabilisantes, annonçant les désastres à venir si des mesures drastiques ne sont pas prises au plus vite. Si le changement climatique se confirme, il posera sans conteste de sérieux soucis dans un proche avenir, mais son origine anthropique est loin d'être démontrée. Et surtout, il est à peu près certain que nous n'y pourrions rien et qu'en dépit de nos délires de toute-puissance, aucune mesure aussi drastique soient-elles n'y changeront quoi que ce soit. La seule chose que nous puissions éventuellement faire, c'est nous y préparer intelligemment. Mais ce n'est apparemment pas là que l'humanité excelle...

Cette dramatisation du réchauffement climatique et surtout de la responsabilité des activités humaines dans son emballement vient cependant justifier un discours idéologique qui a lui aussi acquis une dimension religieuse et dont la dimension mégalomane n'est pas absente non plus : selon l'extrémisme écologique dégoulinant de bons sentiments qui pèse d'un poids croissant sur nos politiques, nous serions en effet à la fois responsables mais aussi potentiellement maîtres potentiels de l'évolution du climat ! Cette croyance vient justifier tout un train de *mesures radicales* (en particulier, les mesures destinées à réduire l'empreinte carbone) dont les promoteurs ne veulent pas voir qu'elles n'ont guère de chances d'être adoptées là où elles seraient les plus nécessaires, ni bien sûr qu'elles servent à merveille les intérêts d'un très lucratif business vert, grand consommateur de ressources hautement polluantes et dont le bilan global est loin d'être favorable à l'environnement. Pas plus qu'il ne leur apparaît que ses principaux acteurs sont ceux-là mêmes qui polluent tant la planète (l'industrie pétrolière, par exemple), que la réorientation d'une partie de leur activité vers ce secteur en plein essor n'est pas étrangère à l'extraordinaire campagne de promotion des énergies soi-disant renouvelables, recourant efficacement aux thématiques chères à la religion écologiste. Cette alliance paradoxale conduit à l'adoption par nos pays de *mesures radicales* dont les conséquences seront assurément dévastatrices. Ici comme ailleurs, un narratif très manipulateur et largement mensonger sert des intérêts particuliers sans scrupules, qui n'hésitent pas à les promouvoir au nom du salut de la planète alors qu'ils seront seuls à en tirer bénéfice (à court terme), sans plus de souci pour les dommages collatéraux qu'elles provoqueront.

Car dommages il y aura, et tout particulièrement dans nos pays européens. Un exemple parmi tant d'autres : les mesures radicales destinées à réduire les émissions carbonées vont saboter l'un des fleurons de l'industrie européenne, son industrie automobile ; la décarbonation de l'agriculture va aussi réduire la productivité agricole en un temps où, à cause de la guerre en Ukraine, on voit se profiler de sérieuses menaces de pénuries alimentaires. Il s'en suivra inévitablement une cascade d'augmentations du prix de denrées vitales avec les troubles sociaux qu'on peut imaginer et qui ont déjà commencé à se manifester aux Pays-Bas, plus prompts qu'ailleurs à imposer des mesures allant dans le sens du dogme écologiste...

Remarquons au passage que l'accent quasi exclusif mis sur le réchauffement à travers la dénonciation de son origine anthropique se fait au détriment d'autres problèmes contre lesquels nous pourrions pourtant prendre immédiatement des mesures réellement efficaces, des problèmes qui ont depuis longtemps déjà un impact considérable sur la santé publique et les équilibres des écosystèmes dont nous sommes si dépendants : par exemple, la lutte contre la pollution par les micro-plastiques, ou encore une évaluation plus sérieuse des effets potentiellement nocifs des pesticides, de leurs «effets cocktail» lorsqu'accumulés dans nos organismes. Nous avons en effet déversé ces milliers de molécules de synthèse par centaines de millions de tonnes dans notre environnement

depuis un peu plus d'un demi-siècle sans avoir la moindre idée de leurs effets cumulatifs à moyen et long terme !

Ou même un bilan honnête des risques induits par la pollution électromagnétiques qui n'est apparemment pas sans relation avec les effets pathogènes du SARS-Cov2¹⁶. Mais ces sujets ne sont manifestement pas encore une source de revenus suffisants pour qu'on leur donne la priorité. Les quelques timides actions entreprises jusque-là, constamment entravées par les groupes de pression industriels, ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux sanitaires de ces sources de pollution. Mais les mesures qu'imposerait leur prise en compte contrarient manifestement des intérêts bien trop puissants.

Dans ces deux domaines, celui de la santé et celui de l'écologie, qui d'ailleurs se rejoignent, on voit donc bien que la priorité n'est nullement celle que proclame une communication mensongère : la santé des populations, le sauvetage de la planète ne sont que prétextes à garantir la prospérité d'acteurs sur-puissants qui se soucient bien peu du devenir de ceux à qui Harari promet d'accéder au statut peu enviable *d'inutiles*. Certains de ces acteurs ne se cachent pas de vouloir faire advenir ce nouvel ordre mondial¹³ qui est la condition de la seule durabilité qui les intéresse : celle de leur hégémonie. Et l'avènement de ce nouvel ordre requiert précisément la mise en œuvre de mesures radicales, transformatrices.

3. LA GUERRE EN UKRAINE

Ici encore une communication univoque pour nous faire croire à la justesse de *mesures radicales*, à savoir les sanctions imposées à la Russie au nom de «valeurs», d'une «éthique», ces valeurs, cette éthique dont nos démocraties libérales seraient les garantes. Mais tenter de faire plier le Kremlin en imposant des privations au peuple russe, fournir un très coûteux soutien à un régime au moins aussi corrompu que celui qu'on désigne comme l'ennemi, favorisant ainsi la continuation d'un conflit au coût humain toujours plus dramatique est-ce réellement éthique, est-ce là le sens que nous donnons au mot «valeur» ? Est-ce que nos vertueuses nations se sont souciées du sort que le régime de Kiev réservait aux populations du Donbas et de Donetsk lorsqu'elles étaient régulièrement bombardées depuis 2014, que n'ont jamais été respectés par Kiev les accords de Minsk dont l'Allemagne et la France étaient pourtant garantes ? S'émeuvent-elles de la guerre impitoyable menée au Yémen par une puissance dont il faut ménager la susceptibilité parce que nous avons besoin de ses hydrocarbures ? Ont-elles sourcillé lorsque l'OTAN a bombardé Belgrade le jour de la Pâque orthodoxe, ont-elles protesté contre les images où l'on voyait des pilotes américains poser devant les bombes qui allaient être larguées sur des populations civiles et sur lesquelles était écrit «Happy Eastern» ? Le pire n'est d'ailleurs pas cette indignation à géométrie variable, qu'à la rigueur on pourrait justifier au

nom de la Realpolitik, mais le fait de plaquer sur les choix de nos dirigeants le vocabulaire de la morale. Il s'agit là d'un exemple de distorsion du langage qui vide les mots de leur signification et permet de s'absoudre de toute responsabilité dans les effets dévastateurs de menées présentées comme légitimes, puisque reposant sur la défense de «valeurs», prétendant de surcroît nous protéger contre une menace pourtant très hypothétique mais qu'en tout état de cause nous avons largement contribué à provoquer.

Par ailleurs nos dirigeants n'ont même pas l'excuse de la Realpolitik, car ils ne peuvent ignorer que les sanctions prises contre la Russie n'auront aucun effet puisqu'elles n'en ont jamais eu nulle part, même à l'encontre de pays pourtant bien moins auto-suffisants. En revanche, elles auront des conséquences dramatiques pour nos pays européens. Elles viendront aggraver celles que nous font déjà subir les mesures Covid auxquelles vont s'ajouter sous peu celles de la lutte pour le climat.

4. DES CONSEQUENCES INQUIETANTES

4.1 Démocratie en danger ?

Résumons donc la logique qui sous-tend ce que nous dénonçons ici et qui vaut pour les trois crises évoquées plus haut : la dramatisation d'une situation à travers un narratif univoque, l'exagération de la menace habilement mise en scène par un discours unique, la doxa officielle, relayée, répétée ad nauseam par les principaux médias, une censure efficace interdisant tout débat pour susciter chez une très grande majorité de la population un stress, une peur chroniques, un état qui a pu être décrit comme une «transe collective»¹⁷ ou même une adhésion quasi religieuse autorisant dès lors l'imposition de mesures radicales aux effets liberticides et/ou aux conséquences préjudiciables qui, en d'autres temps, seraient fondamentalement inacceptables, mais acceptées parfois même avec soulagement parce que, disons-le encore, présentées comme salvatrices.

Ne doit-on pas s'inquiéter ici à bon droit du devenir de nos démocraties ? Ce mot a-t-il encore un sens dès lors que, sur des sujets majeurs qui ont un impact très concret sur la vie du plus grand nombre, le poids de la censure, la disqualification ou même la mise à mort sociale des contradicteurs interdit le débat¹⁸, systématiquement escamoté au profit d'un discours officiel, le discours du pouvoir, unique, mensonger et manipulateur ? Il semble bien alors que ce terme même de démocratie ne soit plus qu'un concept vidé de toute substance, ce qui rappelle de bien sinistres modèles, celui de ces «républiques démocratiques» passées ou présentes qui se nomment telles alors qu'il s'agit de régimes tyranniques pratiquant cette inversion toute orwellienne des significations du langage courant. Inversion qui, selon l'auteur de *1984*, produit un individu qui « se sent de plus en plus étranger dans son propre monde, ne sachant plus comment lui donner un sens » et dès lors manipulable à souhait. En effet, comment ne pas «perdre la boussole»

lorsqu'obéir (au serment d'Hippocrate) c'est désobéir, soigner c'est tuer; mais aussi la parole officielle, c'est le pluralisme, la doxa, c'est la liberté d'expression, la vie (humaine) c'est la mort (des animaux, de la planète) ou encore comme on le voit avec le troisième sujet que nous venons d'évoquer : «la guerre, c'est la paix» (1984, Orwell), les mensonges des valeurs.... ?

4.2 Dommages collatéraux prévisibles, et pourtant...

A ce point de notre exposé on ne peut faire l'économie d'une autre question, bien embarrassante : dans chacune des trois crises citées plus haut, les mesures radicales qu'elles sont censées justifier ont et vont avoir des conséquences catastrophiques. Pourtant non seulement elles résultent de choix assumés, revendiqués, dans lesquels nos dirigeants persévèrent, mais les dommages qu'elles vont entraîner sont et étaient éminemment **prévisibles**, et comme on a vu, certains d'entre eux nous accablent déjà alors que le pire reste sans doute à venir.

Comment comprendre dès lors que nos dirigeants contribuent non seulement à leur avènement, mais encore assurent leur perpétuation ? En ce qui concerne la Covid, on pourrait concéder que, dans les tous premiers temps de l'épidémie, ils aient pu être dépassés par les événements, mais pourquoi persévérer et refuser de prendre en considération les mises en garde, pourquoi s'obstiner à faire fausse route lorsque l'évidence s'impose à qui veut bien examiner les faits ?

Pour le climat, c'est pire encore, le pouvoir prend d'emblée des décisions suicidaires pour nos pays et impose des mesures au nom d'une idéologie qui, même en souscrivant à ses hypothèses, n'auront aucun effet décisif sur le problème qu'elles sont supposées régler.

Quant à l'engagement croissant de nos pays dans une guerre qui n'est pas la nôtre, en particulier à travers des sanctions dont nous serons les premiers à souffrir durablement, là c'est véritablement une balle que nos pays se tirent dans la tête.

5. POURQUOI ET POUR QUOI ?

Face à l'absurde, n'est-il pas légitime d'interroger les causes et les finalités de ce qui choque tant le bon sens ? Pour ces trois crises, que dire alors ?

Nos dirigeants sont-ils « inintelligents » ? S'imitent-ils entre eux, victimes d'un mimétisme absurde qui les priverait de tout esprit critique?

Dès l'Antiquité nous avons été prévenus que le pouvoir rend fou, et en effet, faire la même chose en espérant un résultat différent, voilà bien une définition de la folie (Einstein). On sait aussi qu'une des faiblesses de nos démocraties réside dans le fait que nombre d'entre nos politiciens n'ont d'autre horizon que celui de leur réélection, ce qui interdit toute prise en considération du temps long. Les Athéniens du V^{ème} siècle avant J-C le savaient, eux qui avaient prévu l'ostracisme pour ceux qui auraient été tentés de s'accrocher au pouvoir. Mais les philosophes ne nous préviennent-ils pas qu'il est de toutes façons naïf de croire que nos dirigeants veulent notre bien, c'est à dire autre chose que leur bénéfice personnel ? Triste réalité qu'il est sans doute plus facile de saisir sous d'autres latitudes que dans nos pays occidentaux où nous faisons jusque-là globalement confiance à nos institutions et ceux qui les servent¹⁷...

Les philosophes nous ont aussi alertés sur la manière dont l'instauration d'un climat de terreur conduit à des dérives totalitaires ; l'arbitraire des mesures imposées à nos peuples depuis bientôt trois ans relève de toute évidence d'une telle dérive. Nous sommes en train de basculer vers un autre monde dans l'indifférence complète du plus grand nombre. Et il y a bel et bien des bénéficiaires à ces changements, au moins à court terme.

Certains auteurs croient en effet à un agenda bien défini, dicté par des intérêts clairement identifiables : citons par exemple Ernst Wolff¹⁹ qui prétend que ces choix calamiteux sont destinés à générer le chaos nécessaire à l'imposition de mesures encore plus radicales, des mesures permettant de hâter l'avènement de l'humanité 2.0 mise au pas par les techno-solutionnistes, les apôtres de cette vision réductrice, scientiste, évoquée plus haut, et promue par le WEF de Klaus Schwab⁸, une transformation qui permette au complexe « digital-financier » d'assurer et de pérenniser son hégémonie. Nos dirigeants étant soit les promoteurs d'un tel agenda, comme on peut parfois en avoir le sentiment en écoutant Ursula von der Leyen ou même le président Macron, soit les jouets plus ou moins conscients des puissances qui les manipulent. Les crises sanitaires, la Covid aujourd'hui puis la prochaine pandémie que nous promet Bill Gates, la lutte pour le climat ou la guerre d'Ukraine étant à la fois des opportunités à saisir et des crises à entretenir pour une transformation irréversible («*ce ne sera plus jamais le monde d'avant*») conforme à leurs choix idéologiques.

Il ne nous appartient cependant pas ici de trancher ni de privilégier une explication générale, univoque, tant il est vrai que le réel est complexe et que les grands tournants historiques relèvent toujours d'une intrication de déterminismes convergents. A l'évidence, les dérives que nous dénonçons relèvent d'influences diverses, d'acteurs multiples : il y a sans nul doute ceux qui sont peu soucieux d'autre chose que du très court terme et d'intérêts purement financiers, d'autres visent plus loin, mais au nom d'une idéologie problématique, éminemment contestable, un fantasme prométhéen débouchant sur un

totalitarisme d'un nouveau type, où une « élite » s'octroierait le droit de décider de l'avenir de l'humanité grâce au pouvoir inédit conféré par la technologie.

Le psychiatre ne peut cependant ignorer que les motivations explicites des individus, et les puissants n'échappent pas à cette règle, ne sont souvent que faux-semblants : les véritables motivations qui sous-tendent nos choix, nos décisions obéissent à des déterminismes qui échappent très largement à notre conscience. Il en va sans doute de même des décisions collectives : elles obéissent à bien autre chose qu'à une logique rationnelle. Et lorsqu'on voit à quel point les choix qui ont été faits dans les trois domaines qui nous intéressent ici sont suicidaires, on ne peut exclure que, collectivement, notre civilisation fatiguée, écrasée par l'inexpiable culpabilité des horreurs du 20^{ème} siècle, n'agisse une « pulsion de mort » qui la condamnerait à la disparition. L'ancien directeur de Greenpeace²⁰ souligne à juste titre cette dimension suicidaire dans les orientations prises par l'activisme écologique.

Rappelons à ce sujet à quel point la dramatisation de la menace que représentent aussi bien la crise sanitaire actuelle et celles à venir que le dérèglement climatique ou même les soi-disant ambitions impérialistes de la Russie s'inscrivent dans le courant « catastrophiste », le discours des « déclinistes » et autres « collapsologues ». On voit combien le climat qu'entretiennent les déclarations angoissantes des prêcheurs d'apocalypse favorise l'adhésion du plus grand nombre au narratif manipulateur du pouvoir. Les récits de fin du monde ont d'ailleurs marqué la psyché collective depuis l'origine de nos civilisations. Mais il est remarquable que dans la traduction moderne de tels récits, l'humanité soit passée du statut de victime à celui de coupable : elle est désormais accusée d'être trop nombreuse, polluante, responsable de la cinquième grande extinction par les écologistes radicaux qui rejoignent les collapsologues. Les mêmes discours inspirent les promoteurs du «Grest Reset» et tous de charger notre espèce de tous les maux, dans une rhétorique binaire, simpliste, qui oppose l'humanité destructrice à une nature idyllique. Dans un telle perspective les catastrophes annoncées mais aussi les mesures aux effets suicidaires ne s'inscrivent-elles pas dans une dimension expiatoire, prix à payer pour notre terrible culpabilité ? On rejoint là la dimension religieuse soulignée plus haut.

Ces quelques indications pour montrer à quel point se conjuguent en effet des déterminismes de nature très diverse qui tous contribuent au caractère particulier, inédit, des trois crises abordées ici.

Cette intrication complexe nous invite à un travail de questionnement pour discerner qui est responsable de quoi. Les quelques réponses proposées ici impliquent la dénonciation

des idéologies mortifères, des mensonges, des manipulations, des choix non seulement immoraux, mais souvent destructeurs, et le refus du programme que certains voudraient nous imposer pour «construire un meilleur avenir»³

Et ceci même si l'effort de lucidité que cela requiert, tant les forces en présence sont inégales, peut sembler naïf et donc totalement vain.

Car n'est-il pas du devoir de ceux qui mènent un tel questionnement de chercher à partager leur inquiétude et leur indignation avec le plus grand nombre dans le timide espoir d'une prise de conscience, d'un sursaut qui permettrait d'éviter un naufrage qui n'épargnerait, et dans un premier temps seulement, que ceux qui auraient contribué à le précipiter ?

A charge, pour ceux qui ne partagent pas ce regard sur la situation que nous préparent et nous font déjà les *mesures radicales* dénoncées ici, de nous apporter la contradiction.

Sources:

1. Harari, Y. N., *Homo Deus, une brève histoire de l'avenir*, Payot 2015
2. Muchielli L., *La Doxa du Covid*, Editions Eoliennes, 2022
3. *Worse Than the Disease? Reviewing Some Possible Unintended Consequences of the mRNA Vaccines Against COVID-19*, in: <https://dpbh.nv.gov/uploadedFiles/dpbhngov/content/Boards/BOH/Meetings/2021/SENEFF~1.PDF>
4. *1250+ COVID Vaccine Publications and Case Reports*, in: <https://react19.org/1250-covid-vaccine-reports/>
5. *Myocarditis Cases Reported After mRNA-Based COVID-19 Vaccination in the US From December 2020 to August 2021*, in: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35076665/>
6. <https://www.nouvelobs.com/vaccination-anti-covid-19/20220720.OBS61115/les-femmes-concernees-par-des-troubles-menstruels-apres-une-vaccination-contre-le-covid-invitees-a-les-declarer.html>
7. Kennedy R. Jr., Anthony Faucil, Bill Gates, Big Pharma, Leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique, Résurgence, mars 2022
8. Astruc L., *L'art de la fausse générosité, la fondation Bill et Melinda Gates*, Payot 2019
9. *Bill Gates: philanthrope ou coquin?*, in : <https://www.corvelva.it/fr/approfondimenti/sistema-sanita/bill-gates/bill-gates-filantropo-o-mascalzone.html>
10. *La philanthropie de Bill Gates alimente la machine capitaliste*, in : https://www.wedemain.fr/partager/la-philanthropie-de-bill-gates-alimente-la-machine-capitaliste_a3977.html/
11. Fögen Z., *The Foegen effect, A mechanism by which facemasks contribute to the COVID-19 case fatality rate*, in : <https://journals.lww.com/md-journal/Fulltext/2022/02180/>
12. Attali, J., *Demain, qui gouvernera le monde?* Fayard, 2011
13. Schwab K., Malleret T., *The Great Narrative for a better future*, Forum Publishing, 2022
14. Thioly F., *La folie covid : quand l'inédit révèle l'archaïsme de notre fonctionnement collectif*, in : europeanscientist.com, mars 2021
15. *Event 201*, in : <https://www.centerforhealthsecurity.org/our-work/exercises/event201/>
16. RubiK B., Brown R., *Evidence for a connection between coronavirus disease-19 and exposure to radiofrequency radiation from wireless communications including 5G*, in : Journal of Clinical and Translational Research 2021; 7(5): 666-681
17. Desmet M., *The Psychology of Totalitarianism*, Chelsea Green Publishing, 2022
18. Bilheran A., Pavan V., *Le débat interdit, langage, Covid et totalitarisme*, Guy Trédaniel, 2022
19. Bernd S., Bröckers M., Wolff E., *Reset oder Renaissance*, Pfluger, 2022
20. Patrick Moore - ancien président de Greenpeace dénonce les plans des élites (14.07.2022) ; [youtube.com/watch?v=9R7hfgZcNzQ](https://www.youtube.com/watch?v=9R7hfgZcNzQ)